



Council of the European Union
General Secretariat

**Interinstitutional files:
2025/0241 (COD)**

Brussels, 03 October 2025

WK 12860/2025 ADD 10

LIMITE

**AGRI
AGRIFIN
CADREFIN
FIN
CODEC
ENV
FORETS**

This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.

CONTRIBUTION

From:	General Secretariat of the Council
To:	Delegations
N° Cion doc.:	ST 11733 2025 ADD 1 COR 1 + ST 11733 2025 ADD 1 + ST 11733 2025 INIT
Subject:	Regulation establishing the conditions for the implementation of Union support under the CAP - Comments from France on block I

**NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES
À LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE
SECRETARIAT GENERAL DU CONSEIL**

Objet : Questions écrites portant sur le bloc 1 de la proposition de règlement établissant les conditions de mise en œuvre du soutien à l'Union à la politique agricole commune (PAC)

Pièce jointe : Traduction de courtoisie

Les autorités françaises prient la Présidence de bien vouloir trouver, ci-dessous, leurs commentaires et questions écrites portant sur le bloc 1 de la proposition de règlement établissant les conditions de mise en œuvre du soutien à l'Union à la politique agricole commune (PAC), à la suite des premières discussions qui se sont tenues dans le cadre du groupe « questions horizontales ».

Concernant l'article 1^{er} (objet) : les autorités françaises saluent la proposition de la Commission d'établir un règlement sectoriel dédié précisant les interventions et les modalités de mise en œuvre des interventions PAC. Elles rappellent qu'elles avaient demandé en amont de la publication des textes que la PAC, y compris le POSEI, demeure une politique commune à part entière faisant l'objet de dispositions dédiées et séparées d'un éventuel fonds unique.

Elles soulignent ainsi que l'articulation du règlement spécifique pour la PAC avec la proposition de règlement établissant un Fonds européen pour une prospérité et une sécurité durable dans les domaines économique, territorial, social, rural et maritime pour la période 2028-2034 (proposition de règlement sur les plans de partenariats nationaux et régionaux ou « PPNR ») soulève des difficultés. En effet, ce dernier texte comporte un certain nombre de dispositions techniques spécifiques à la PAC (ex. LEADER, types d'intervention PAC, paiement de crise pour les agriculteurs, définitions essentielles au titre de la PAC, taux d'intervention, SIGC, etc.), ce qui ne facilite pas la compréhension des règles applicables.

Cette architecture oblige à de multiples renvois entre les deux textes, ce qui est source d'erreurs ou de difficultés de compréhension d'une part, et entrave la lisibilité des textes, d'autre part.

Les autorités françaises souhaitent que la répartition des dispositions entre les différents textes puisse être réexaminée et que l'ensemble des dispositions décrivant les modalités de mise en œuvre opérationnelles des interventions de la PAC, dès lors qu'elles n'ont pas d'impact sur l'instrument financier et les principaux paramètres des PPNR, soient reprises dans les règlements sectoriels dédiés (PAC et OCM).

S'agissant de l'article 2 (recommandations nationales) : en matière d'élaboration du plan, les autorités françaises demandent des précisions sur les recommandations nationales que la Commission a prévu de transmettre aux États membres. En particulier, sur quelles bases ces recommandations seront-elles élaborées et quelle sera leur portée ? La Commission confirme-t-elle que ces recommandations remplaceront l'évaluation *ex ante* actuellement prévue pour les plans stratégiques nationaux relevant de la PAC ?

Elles demandent des explications sur le rôle qu'aura la Commission pour garantir l'absence de distorsions entre États membres dans ses recommandations et rappellent que ce sont d'abord les Règlements qui doivent garantir le bon fonctionnement du marché intérieur et le « level playing field » pour les agriculteurs.

De façon générale, les autorités françaises s'interrogent sur la portée des recommandations de la Commission, en particulier en ce qui concerne leur caractère contraignant. Elles demandent également qu'une date limite pour la transmission de ces recommandations aux États membres soit prévue dans les actes de base.

Elles demandent à la Commission d'expliquer les raisons qui pourraient l'amener à mettre à jour les recommandations nationales de la PAC. En effet, ces recommandations étant préalables à l'élaboration du plan, cette possibilité de modification des recommandations n'apparaît pas justifiée.

Les autorités françaises rappellent que, pour ce qui concerne la PAC, c'est la conformité des plans de partenariat nationaux et régionaux aux dispositions prévues par la réglementation qui doit conditionner leur approbation. À ce titre, les rôles et délais respectifs de la Commission et du Conseil dans l'approbation des plans nécessitent d'être clarifiés voire ajustés.

Enfin, les autorités françaises soulignent qu'il convient de garantir le caractère commun de la PAC et à ce titre, elles demandent à la Commission de préciser la notion de « revenu équitable et suffisant », en lien avec l'élaboration de ses recommandations propres à chaque État membre (point 1. a). Cette notion est-elle liée au niveau de revenu qui est mentionné à l'article 6 pour l'aide de base au revenu dégressive fondée sur la surface ?

Concernant l'article 5 (types de soutiens), les autorités françaises demandent la transmission d'un comparatif plus détaillé que celui transmis jusqu'ici (fiches 3 et 4) entre les interventions offertes par l'ancienne programmation et la nouvelle architecture envisagée pour la PAC. Certains types d'intervention ne semblent plus possibles, par exemple les aides pour la transformation des produits agricoles (restriction du périmètre de l'article 13 : exclusion de Natura 2000, transformation, etc.), le paiement complémentaire redistributif sur les premiers hectares (CRISS). La Commission peut-elle donner la justification de ces évolutions des types de soutiens éligibles ou confirmer aux autorités françaises s'ils sont toujours possibles ?

Elles s'interrogent également sur les dispositions relatives aux paiements de crise en faveur des agriculteurs, en tant qu'intervention relevant de la PAC. En effet cette intervention figure à l'article 5.1(s) du règlement PAC mais pas à l'article 35.1 du règlement PPNR. À l'inverse les dispositions spécifiques à cette mesure figurent à l'article 38 du règlement PPNR et non dans le règlement PAC. La Commission peut-elle expliquer cette organisation et les conséquences éventuelles qui en découlent notamment en termes de programmation de cette intervention dans les PPNR ? Doit-on comprendre que les paiements de crise aux agriculteurs ne sont pas programmables et ne seraient activables qu'en réponse à un aléas, en réaction à une crise, *via* un amendement au plan tel qu'initialement programmé ?

NOTE FROM THE FRENCH AUTHORITIES
TO THE PRESIDENCY OF THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION
GENERAL SECRETARIAT OF THE COUNCIL

Subject: Written questions on Block 1 of the proposal for a regulation laying down the conditions for implementing Union support for the common agricultural policy (CAP)

The French authorities kindly request the Presidency to find below their comments and written questions on Block 1 of the proposed regulation laying down the conditions for implementing Union support for the common agricultural policy (CAP), following the initial discussions held within the ‘horizontal issues’ group.

Regarding Article 1 (subject matter): the French authorities welcome the Commission's proposal to establish a dedicated sectoral regulation specifying the interventions and the arrangements for implementing CAP interventions. They point out that, prior to the publication of the texts, they had requested that the CAP – including POSEI – remain a fully-fledged common policy subject to dedicated provisions separate from any single fund.

They thus emphasise that the articulation of the specific regulation for the CAP with the proposal for a regulation establishing a European Fund for sustainable prosperity and security in the economic, territorial, social, rural and maritime areas for the period 2028-2034 (proposal for a regulation on national and regional partnership plans or “NRPPs”) raises difficulties. The latter text contains a number of technical provisions specific to the CAP (e.g. LEADER, types of CAP intervention, crisis payments for farmers, essential definitions under the CAP, intervention rates, IACS, etc.), which does not facilitate understanding of the applicable rules.

This structure requires multiple cross-references between the two texts, which is a source of errors and difficulties in understanding on the one hand, and hinders the readability of the texts on the other.

The French authorities would like the distribution of provisions between the different texts to be reviewed and all provisions describing the operational implementation of CAP interventions, provided they do not impact the financial instrument and the main parameters of the NRPPs, to be included in the dedicated sectoral regulations (CAP and CMO).

Regarding Article 2 (national recommendations): concerning the development of the plan, the French authorities request clarification on the national recommendations that the Commission plans to send to Member States. In particular, on what basis will these recommendations be developed and what will be their scope? Does the Commission confirm that these recommendations will replace the *ex-ante* evaluation currently planned for national strategic plans under the CAP?

They request clarification on the role that the Commission will play in ensuring that there are no distortions between Member States in its recommendations and point out that it is primarily the Regulations that must ensure the proper functioning of the internal market and a level playing field for farmers.

In general, the French authorities question the scope of the Commission's recommendations, particularly with regard to their binding nature. They also request that a deadline for the transmission of these recommendations to Member States be included in the basic acts.

They ask the Commission to explain the reasons that could lead it to update the national CAP recommendations. Since these recommendations are made prior to the drafting of the plan, this possibility of modifying the recommendations does not appear justified.

The French authorities point out that, with regard to the CAP, approval of national and regional partnership plans must be conditional upon their compliance with the provisions laid down in the regulations. In this respect, the respective roles and deadlines of the Commission and the Council in approving the plans need to be clarified and even adjusted.

Finally, the French authorities stress that the common nature of the CAP must be guaranteed and, in this regard, they ask the Commission to clarify the concept of “fair and sufficient income” in connection with the preparation of its recommendations for each Member State (point 1. a). Is this concept linked to the level of income referred to in Article 6 for area-based degressive basic income support?

Regarding Article 5 (types of support): the French authorities request a more detailed comparison than that provided to date (sheets 3 and 4) between the measures offered under the previous programming period and the new architecture envisaged for the CAP. Certain types of intervention no longer seem possible, for example aid for the processing of agricultural products (restriction of the scope of Article 13: exclusion of Natura 2000, processing, etc.), the complementary redistributive payment on the first hectares. Can the Commission justify these changes to the types of eligible support, or confirm to the French authorities whether they are still possible?

They also question the provisions relating to crisis payments to farmers, as an intervention under the CAP. This intervention is included in Article 5.1(s) of the CAP Regulation but not in Article 35.1 of the NRPP Regulation. Conversely, the specific provisions relating to this measure are included in Article 38 of the NRPP Regulation and not in the CAP Regulation. Can the Commission explain this arrangement and the possible consequences it may have, particularly in terms of programming this intervention in the NRPPs? Are we to understand that crisis payments to farmers are not programmable and can only be activated in response to unforeseen events, in reaction to a crisis, *via* an amendment to the plan as initially programmed?